



Parc national
de La Réunion

Avis conforme N° 2020-031

Nom du projet : PNRUN – DP 974408 20 G0055 – SIDELEC
Saisine par autorité administrative : Commune de La Possession
Numéro de dossier : DIR/2020/AD/111
Pétitionnaire : SIDELEC - Monsieur GIRONCEL Maurice
Adresse du pétitionnaire : 10 rue transversale Bel Air, 97441 Saint-Suzanne
Nature de la demande : Déclaration préalable pour implantation d'un générateur PV
Localisation : Mafate – La Nouvelle – Chez BEGUE Gérard – Concession n°831

Le Directeur de l'établissement public du Parc national de La Réunion,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 331-4 et R. 331-19 ;
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R421-11, 14, 19 et 23 ;
Vu le décret n° 2007-296 du 5 mars 2007, créant le Parc national de La Réunion,
Vu le décret n° 2014-49 du 21 janvier 2014, approuvant la charte du Parc national de La Réunion fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment son MARCœur 13 et l'annexe 1.3 ;
Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux ;
Vu l'arrêté ministériel du 9 mai 2017 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national de La Réunion ;
Vu la demande d'avis conforme de la commune de La Possession en date du 30/06/2020 et relatif au dossier n° DIR/AD/2020/111 concernant l'implantation d'un générateur PV pour le compte de M. BEGUE Gérard ;

Considérant que le cirque de Mafate n'est pas raccordé au réseau public de distribution d'électricité et que la finalité du projet est de permettre à l'usager de subvenir aux besoins fondamentaux en électricité de son activité de gîte grâce à l'implantation d'un équipement individuel de production d'énergie solaire photovoltaïque ;

Considérant que l'équipement de production d'énergie solaire photovoltaïque propose une solution d'énergie renouvelable et durable s'inscrivant dans la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 ;

Considérant que la situation géographique du projet en Cœur de parc national, à Mafate, La Nouvelle, sur la concession n°831 de M. BEGUE Gérard, nécessite la délivrance d'une autorisation spéciale pour tous travaux réalisés sur ce territoire ;

Considérant que les impacts du projet sur la biodiversité sont négligeables et que ceux visant l'impact paysager ont été pris en compte dans le projet proposé ;

Considérant la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur concours ou leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci ;



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Pitons, cirques et
remparts de l'île de la Réunion
inscrits sur la Liste du patrimoine
mondial en 2010

Parc National de La Réunion

258 rue de la République • 97431 La Plaine-des-Palmistes

Tél. +262 (0) 262 90 11 35 • Fax : +262 (0) 262 90 11 39

www.reunion-parcnational.fr • contact@reunion-parcnational.fr

DECIDE

Article 1 : Objet

Le Directeur du Parc national émet un avis favorable à la demande de travaux par SIDELEC concernant l'implantation d'équipements individuels de production d'énergie solaire photovoltaïque tels que décrits au dossier n° DIR/AD/2020/111.

Article 2 : Prescriptions

Le présent avis conforme est assorti des prescriptions suivantes :

- Le présent avis ne peut profiter qu'aux seules constructions disposant d'une autorisation d'urbanisme en règle.
- En aucun cas, les panneaux photovoltaïques ne peuvent être posés au sol. Seule l'implantation en toiture du local technique ou de l'habitation est autorisée.
- Pour faciliter le suivi de l'état d'avancement de ce projet en Cœur de parc national, je vous saurais gré de bien vouloir me transmettre une copie de la non-opposition à déclaration préalable.
- Sans préjudice des présentes prescriptions, le demandeur doit respecter les règles particulières applicables aux travaux, constructions et installations en Cœur de parc, définies à l'annexe 1.3 de la Charte du parc national de La Réunion tel que approuvées par le Décret n°2014-49 du 21 janvier 2014. S'agissant de « la mise en place d'un contrôle pluriannuel de la présence d'espèces non indigènes pour les aménagements ne faisant pas l'objet d'un entretien régulier, avec intervention d'élimination en cas de repousse », cela s'entend pour une durée de 5 ans.

Article 3 : Règles de caducité

Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition à la déclaration préalable n° 974 408 20 G0055. Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus dans un délai supérieur à une année.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre du présent avis peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national de La Réunion.

Le plan récolement devra être transmis au Parc national à l'achèvement des travaux.

Article 5 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur sur le territoire du cœur du parc national (notamment auprès de l'Office National des Forêts). Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé.

En outre, le pétitionnaire maître d'ouvrage informera des présentes modalités ses agents habilités et toute personne intervenant éventuellement pour son compte dans le cadre de cette installation, ainsi que les personnes chargées de l'entretien de l'équipement une fois réalisé.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect du présent avis ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

Article 7 - Voies et délais de recours

Le présent avis peut être contesté par recours gracieux auprès du Parc national, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

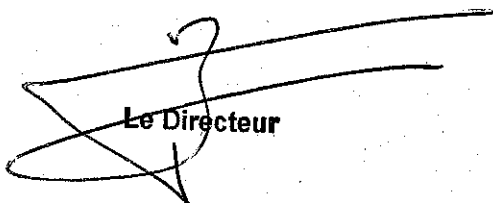
Le présent avis peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du Code de justice administrative.

Article 8 : Publication

Le présent avis sera communiqué au maire de la commune de La Possession, et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national de La Réunion (<http://www.reunion-parcnational.fr/fr/raa>).

À La Plaine-des-Palmistes, le

15 SEP. 2020


Le Directeur
Jean-Philippe DELORME

**Copies :**

- ONF Service juridique
- Secteur Ouest



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Pitons, cirques et
remparts de l'île de la Réunion
inscrits sur la Liste du patrimoine
mondial en 2010

Parc National de La Réunion

258 rue de la République • 97431 La Plaine-des-Palmistes

Tél. +262 (0) 262 90 11 35 • Fax : +262 (0) 262 90 11 39

www.reunion-parcnational.fr • contact@reunion-parcnational.fr